



ALERTE

Collectif Alerte Grand Est
Des organisations locales
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

PLAIDOYER MUNICIPAL PAR LES ACTEURS DE TERRAIN GRAND EST

Le collectif national ALERTE a déjà 30 ans. Réunissant plus de 37 réseaux ou organisations de lutte contre la pauvreté et toutes les formes d'exclusion, il a contribué à l'élaboration de politiques publiques plus accessibles aux personnes et familles démunies. Le collectif ALERTE en Grand Est se construit comme la version régionale du collectif National.

Il est composé de 15 réseaux ou organisations de terrain, véritables observatoires des réalités locales, installées ou émergentes. Il se donne pour objectif de rendre plus visibles des personnes et familles vulnérables, éloignées des politiques d'accès aux droits, ignorantes des procédures classiques de protection sociale, en matière de logement, santé, alimentation, ressources de base tout autant que celles relatives à l'éducation ou la culture.

Il peut être rejoint par toute organisation de citoyens se mobilisant concrètement en faveur de la lutte contre toutes les pauvretés et précarités. Car notre société souffre

Les membres d'ALERTE en Grand Est souhaitent interpeller les élus municipaux de demain pour que cette dimension territoriale de notre République joue son rôle en matière d'actions concrètes, afin que le « vivre ensemble » soit bien l'axe qui guide cette quête de cohésion sociale pour une société ouverte à la fraternité et la solidarité.

Ce sont leurs constats, préconisations, demandes qui constituent cette ALERTE régionale.

L'Enquête Ipsos-BVA d'octobre 2025 pour la Fondation pour le logement des défavorisés annonce que 24% des personnes ont demandé l'aide financière de leurs proches depuis 2 ans et que 14% ont eu recours à des aides alimentaires, proportion qui double pour les moins de 35 ans.

Le Baromètre Petits frères des Pauvres 2025 précise qu'en Grand Est que 30% des personnes de plus de 60 ans sont isolées de tout cercle amical.

Préambule par Jean-Pierre BULTEZ,
Représentant du Collectif Alerte Grand Est
Administrateur de l'URIOPSS Grand Est

Janvier 2026



L'augmentation de la pauvreté en France

Depuis le tournant des années 2000, la pauvreté est en augmentation sur la plupart de nos territoires. La pauvreté est un cumul d'insécurité par rapport aux droits, qui nuit au pouvoir d'agir des personnes.



L'accès de tous et toutes aux droits

La meilleure façon de lutter contre cette évolution de la pauvreté est de permettre aux personnes de retrouver l'accès aux droits : culture, travail, logement, éducation, vie en famille, santé, environnement équilibré et respectueux de la santé. Ces droits sont indivisibles et interdépendants.

Il convient d'évaluer les politiques publiques en mesurant leur impact à partir des 10 % des plus pauvres.

Pour une participation effective de toutes et de tous à l'échelle locale

Il est nécessaire que les personnes en situation de pauvreté soient associées à la vie municipale et qu'elles participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques locales. C'est la condition d'un « vivre ensemble » serein et profitable à toutes et tous.

CHANTIER
ecole
GRAND-EST

Les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) répondent à des besoins locaux concrets : emploi, lien social, services de proximité, transition écologique.

Ils permettent à des personnes éloignées de l'emploi de reprendre confiance, d'acquérir des compétences et de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

Leur action repose sur un fort ancrage territorial et des partenariats avec les collectivités.

Les priorités pour les municipales :

- Reconnaître les ACI comme acteurs structurants du développement local.
- Sécuriser leurs financements et leur visibilité.
- Faciliter leur accès à la commande publique locale.
- Les intégrer dans les politiques locales : emploi, inclusion, transition écologique

Soutenir les ACI, c'est investir dans des solutions locales qui agissent simultanément pour l'emploi, la cohésion sociale et la vitalité des territoires.

L'URGENCE D'UN SURSAUT COLLECTIF



Les enfants premières victimes

D'une pauvreté qui s'accroît
En Alsace en 2024 **plus de 20 000 foyers accompagnés**, contre 13 000 en 2023.

Pour agir efficacement auprès des enfants, il est indispensable d'agir d'abord auprès de leurs parents.

C'est pourquoi Caritas Alsace déploie, tout au long de l'année et sur l'ensemble du territoire régional, une large palette de dispositifs d'accompagnement, de soutien et de prévention à destination des familles les plus fragilisées.

D'une pauvreté qui s'enracine
Il faut en moyenne **six générations** pour sortir de la pauvreté.

Face à une situation qui dure, une dynamique collective est indispensable.

Pour cela les projets municipaux doivent pouvoir porter de façon trans partisane et apolitique, la valorisation et le soutien par tous moyens des acteurs associatifs et des initiatives citoyennes sur leur territoire.



Fédération
des acteurs de
la solidarité

GRAND-EST

Accès inconditionnel à
l'hébergement d'urgence

Approche globale
de la santé

Accès au logement
pour toutes et tous

Soutien de l'accompagnement des
personnes les plus éloignées de
l'emploi en s'appuyant sur les SIAE du
territoire

**PLACER LA SOLIDARITÉ AU
COEUR DES POLITIQUES
MUNICIPALES**

**La participation citoyenne et l'accompagnement des plus vulnérables
doivent guider l'action municipale pour une ville plus inclusive et solidaire.**



**EN 2025, AU MOINS 39 PERSONNES SONT DÉCÉDÉS DE
LA RUE DANS LA RÉGION GRAND EST, CONTRE 32 EN
2024. MOYENNE D'ÂGE : 49 ANS.**

Vivre à la rue abîme inexorablement la santé physique et mentale des personnes concernées, soumises à des conditions de vie extrêmes : violence, isolement, précarité sanitaire et absence chronique de soins médicaux adaptés. Chaque décès est un rappel brutal de l'urgence d'agir collectivement, de renforcer les dispositifs d'aide et de prévention, et surtout, de garantir l'accès au logement comme un droit fondamental.

Face à ce constat alarmant, nous devons intensifier nos efforts pour que ces morts prématurées ne restent pas invisibles.

Interpeller, documenter, et sensibiliser sur cette réalité dramatique est essentiel pour que ces vies perdues ne soient pas oubliées.



GRAND EST
ADDICTIONS

● **Inform**er le public sur les dangers de l'addiction, mettre en place **des programmes pour enseigner** des compétences de vie saines et des stratégies de gestion du stress.

● Créer des **réseaux de soutien** pour les personnes à risque, et programmes de sensibilisation.

● Des politiques publiques visant à améliorer l'**accès aux soins** de santé, à l'éducation et à l'emploi pour les populations à faible revenu

PRÉVENIR LES CONDUITES ADDICTIVES DANS LES POPULATIONS VULNÉRABLES

● Fournir des **subventions et des aides financières** pour des programmes adaptés de prévention et de traitement

● Mieux **articuler dispositifs addictologique, social et de lutte contre l'exclusion** tout en encourageant les initiatives locales.

ACCÈS AUX DROITS

Le non-recours aux droits est un **phénomène structurel, pas marginal**. L'absence de domiciliation et d'accompagnement bloque l'accès à la santé.

Environ 2 personnes sur 3 éligibles à une couverture maladie n'ont pas de droits ouverts.

Plus de 8 personnes sur 10 éligibles à l'AME n'y ont pas effectivement accès.

- Garantir le droit effectif à la domiciliation, au travers du Centre Communal d'Action Sociale
- Créer ou renforcer un point d'accès communal aux droits
- Déployer des actions d'aller-vers des intervenants de l'action sociale
 - Assurer un accompagnement social inconditionnel avec un accès à l'interprétariat.
 - Développer des aides sociales ciblées

ACCÈS À LA SANTÉ

La politique locale de santé doit viser l'**ensemble de la population** de la ville, sans oublier les plus précaires.

Près d'1 personne sur 4 présente un retard de recours aux soins.



- Encourager la création de lieux de prise en charge et de prévention pluridisciplinaires
- Impulser et co-financer la mise en place de dispositifs proposant des consultations gratuites pour les personnes en situation de précarité (type PASS de ville) et de l'accompagnement à l'ouverture des droits
- Inciter à la mise en place de solutions pour favoriser la médiation en santé
- Inscrire les priorités de la commune dans un Contrat Local de Santé

PETITS FRÈRES DES PAUVRES

Non à l'isolement de nos aînés



Personnes âgées vivant seules
27,7% des 65-79 ans
48,8% des 80 ans et +

Taux de pauvreté
10,6% des 60-74 ans
10% des 75 ans et +

Favoriser l'accès aux soins et à des activités de sport adapté

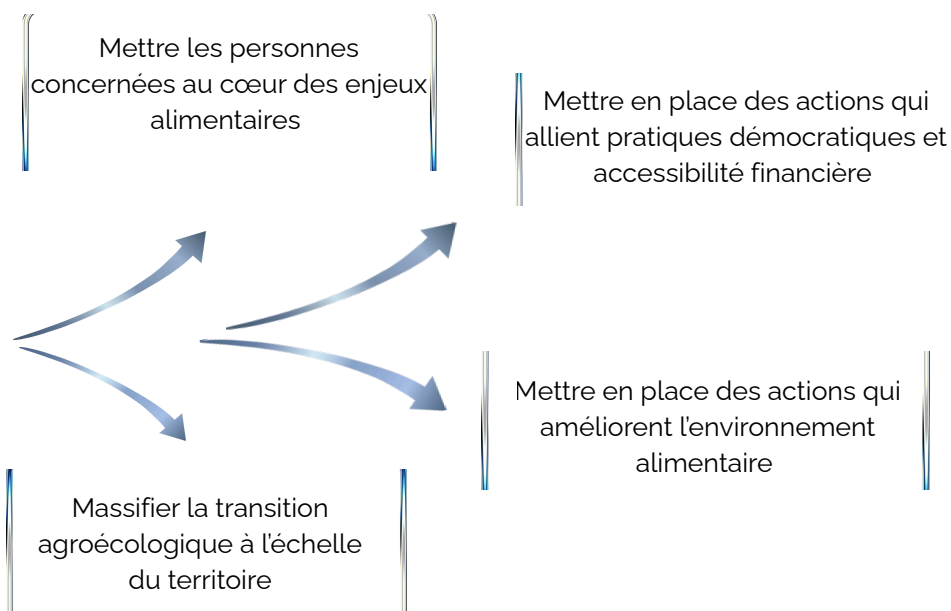
“ Une politique municipale au service de toutes les personnes âgées ”

Promouvoir et développer le lien social de proximité

Construire un plan anti isolement social

Penser une politique logement adaptée aux personnes âgées

Proposer une stratégie communale face à la fracture numérique



Quelques chiffres parlants concernant l'alimentation des personnes

- 8 millions de Français en insécurité alimentaire
- + 160 % de diabétiques en vingt ans
- 18 % des agriculteurs sous le seuil de pauvreté
- 32% des personnes disent ressentir une difficulté à se nourrir 3 fois par jour

Pour l'épanouissement, le bien-être et l'engagement des jeunes

Diversifier **les offres d'Habitat Jeunes** en développant des dispositifs intégrant un accompagnement socio-éducatif renforcé en interne pour faire **face à la précarisation des parcours**

Développer les **conseils locaux de santé mentale**, soutenir les espaces prévention et accompagnement

Renforcer les **partenariats avec les associations** de jeunesse et d'éducation populaire, associées pleinement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques ; développer les espaces de mixité sociale

Lutter contre la précarité alimentaire des jeunes **en soutenant les épiceries sociale et solidaires**.

En 2024, 45% des personnes pauvres ont moins de 30 ans



4 jeunes sur 10 font état d'un fort sentiment de solitude

plus d'un tiers des 11-24 ans déclarent des signes de détresse psychologique de type anxio-dépressif

GARANTIR L'ACCÈS DES JEUNES À UN LOGEMENT DIGNE, AUTONOME ET ADAPTÉ CONSTITUE UNE URGENCE SOCIALE QUI APPELLE UNE ACTION PUBLIQUE VOLONTARISTE AU NIVEAU COMMUNAL.

La situation du **sans-abrisme** continue de se dégrader et vient s'ajouter aux difficultés rencontrées par d'autres publics spécifiques dans la recherche d'un logement décent.



Une **explosion des besoins** à laquelle les **dispositifs du logement accompagné** (Foyers de Travailleurs Migrants, Foyer de Jeunes Travailleurs, Résidences Sociales, Pensions de Famille et Résidences Accueil) offrent des **solutions et jouent le rôle de rouage essentiel** au service de la cohésion sociale et de la solidarité locale.



Au niveau national, en 2024, 38 % des entrants viennent de la rue ou de centres d'hébergement.

L'**implication des municipalités**, acteur de proximité indispensable et catalyseur des énergies locales, est fondamentale pour venir en soutien du maintien et de l'émergence de ces dispositifs.



L'Uriopss Grand Est vous invite, dans les futurs projets de votre municipalité, à accorder **une attention particulière aux situations rencontrées par les plus fragiles**. Cela passe notamment par une considération et un soutien accru aux **associations et établissements présents sur vos territoires**, acteurs de lien social et employeurs de proximité.



La précarité, l'isolement social et l'exclusion affectent les habitants et habitantes des quelques 5000 Communes de notre Région au quotidien

Un lieu de **réflexion** et de **coordination** pour les plus de **10 000 professionnels** adhérents
Une fonction de représentation auprès des pouvoirs publics des **50 000 personnes accompagnées**

En favorisant **le dialogue**, l'Uriopss Grand Est contribue à construire des parcours d'accompagnements plus fluides et plus inclusifs. Elle est **pour plus de 650 Etablissements et services**, un lieu de réflexion, d'innovation et d'appui. Forte de cette position, L'Uriopss Grand Est se tient prête à **échanger, observer, anticiper et faire part d'actions inspirantes**.



Nous contacter

Louise CHERY - Conseillère technique à l'Uriopss Grand Est

Jean-Pierre BULTEZ - Représentant du collectif ALERTE Grand Est et Administrateur à l'Uriopss Grand Est

ALERTE

Collectif Alerte Grand Est
Des organisations locales
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion



collectifalerte.grandest@gmail.com



www.linkedin.com/in/collectif-alerte-grand-est-4b52253a6/